

Armoogum Parsuramen de la Global Rainbow Foundation : « ONG et ministères doivent collaborer dans le respect »

« Ma politique, désormais, c'est de servir la population. » Propos d'Armoogum Parsuramen, ancien ministre et cadre de la Banque mondiale, qui œuvre désormais au sein de la Global Rainbow Foundation et qui insiste sur le rôle que doivent jouer les ONG pour le développement du pays, dans le respect des droits des plus démunis.

Fanirisoa Razanato

> Monsieur Armoogum Parsuramen, vous avez décidé de mettre votre expérience d'administrateur public au service de la société à travers votre association, la Global Rainbow Foundation. Votre appréciation du travail des ONG à Maurice?

Je suis né dans une famille modeste, je connais la misère. L'activisme social m'interpelle depuis l'enfance. En tant que ministre, je faisais plus du social que de la politique partisane. Après 12 ans de service au niveau international, je me suis retiré de la politique active. Plusieurs options s'offraient à moi. Ma mission désormais est de rendre à la société ce que j'ai reçu, d'où mon engagement envers les personnes en situation de handicap. Dans la vie il faut « learn, earn and return. » Mon action a été marquée par l'œuvre de plusieurs personnalités : Mère Theresa, Mahatma Gandhi. Je suis heureux de transformer la vie des autres et de leur redonner la joie de vivre. Quel bonheur, à la première édition du Jaipur foot, de voir un monsieur qui ne marchait pas depuis cinq ans de fondre en larmes : il a reçu sa prothèse la veille de la Noël. C'était magnifique.

Il faut saluer les organisations non gouvernementales qui œuvrent au développement du pays. Si certaines ONG n'accomplissent pas leur mission, on ne peut tous les mettre dans le même panier. Certaines se dévouent sur le terrain, ne sont pas enfermées dans des bureaux. La Global Rainbow Foundation agit dans cette voie, en se mettant au service des personnes vulnérables avec l'amour, l'attention qu'il faut. 750 personnes ont bénéficié de nos prothèses gratis depuis.

> Le gouvernement semble avoir des problèmes à vivre avec des ONG, surtout quand elles ne suivent pas la même musique? Pourquoi?

Il ne faut pas généraliser lorsqu'on parle de 'gouvernement'. Certains ministères ne souhaitent peut-être pas travailler avec des ONG dans un esprit de collaboration et de respect mutuel. Ils considèrent peut-être les ONG comme des concurrents, car ils ne disposent ni de la machinerie ni des moyens pour effectuer le travail comme il faut? Il faut dégager une stratégie de collaboration en accompagnant, en formant les ONG là où les tâches sont menées à bien.

La société civile joue un rôle essentiel dans le développement. Si l'on prend le Plan Marshall du gouvernement

contre la pauvreté, mon expérience à Maurice et au niveau international me dit que pour réussir ce Plan, le gouvernement devra mobiliser la société civile et la population, dans un contexte non partisan.

Certaines ONG sont contrariées par la nouvelle politique du CSR du gouvernement. La restructuration des 2% de CSR laisse aux compagnies le choix et la responsabilité de déterminer comment sera distribué cet argent et les ONG concernées doivent convaincre les entreprises de bénéficier d'un financement.

Il serait aussi bon d'évaluer, d'analyser l'impact social du système CSR afin que cela soit vraiment transparent et aide vraiment les ONG dans leurs actions.

> Vous œuvrez pour les personnes handicapées. Cependant, beaucoup reste à faire avant que Maurice ne devienne un 'handicapped friendly island'. Pourtant, le Mauricien est connu pour sa tolérance et sa compassion envers les plus faibles?

C'est vrai, même si nous constatons une amélioration

du regard des Mauriciens envers les handicapés, il reste beaucoup de tabous à vaincre dans notre Welfare State, afin de reconnaître, respecter les droits fondamentaux de ces êtres humains handicapés. Si de nombreuses lois ont été adoptées, encore faut-il les appliquer!

N'oublions pas que Maurice a exprimé des réserves sur la United Nations Convention on the Rights of Persons with Disabilities (UNCRPD) qu'il a ratifiée; des réserves fondamentales aux droits des enfants à une 'inclusive education'. Dans notre petite République, est-il vraiment difficile d'inclure les enfants handicapés dans le 'mainstream' scolaire et leur offrir un service adapté? Pensez donc à cet enfant handicapé de trois ans qui n'a pas le soutien voulu dans une école maternelle du 'mainstream'. Et quand il obtient une place dans une institution spécialisée, il ne bénéficie pas d'un bus gratuit pour le transporter de la maison à l'école et au retour. Pourtant, le droit à l'éducation est reconnu aux enfants de la République.

Avec la collaboration de la Mauritius Bar Association, la Global Rainbow Foundation lance une nouvelle initiative : le Disability Legal Service. Il s'agira d'accompagner et de faire appel sur des cas 'genuine' pour aider les personnes handicapées qui n'ont pas les moyens d'accéder aux services de la justice. Il est ainsi inadmissible qu'un handicapé qui atteint ses 60 ans, de voir sa pension d'invalidité substituée par une pension de vieillesse.

> La politique ne vous tente-t-elle pas? Votre retour à la vie publique à travers le monde associatif n'est-il pas un tremplin pour un comeback?

De retour au pays en 2011, après mon parcours national et international, je me suis donné un an de réflexion. J'ai eu plusieurs sollicitations pour un retour en politique. En 2012, guidé par mes convictions spirituelles, conscient que mes parents, enseignants et la population m'ont beaucoup donné, je me suis dit que voici venu mon tour d'offrir tout ce que j'ai. Je ne reviendrai plus à politique partisane. Ma politique, désormais, c'est de servir la population. Lorsque j'étais ministre,

j'avais une noble responsabilité à assumer avec honneur et conviction. Je suis sorti la tête haute de la politique pour œuvrer à l'international. J'en suis revenu citoyen du monde. Je ne peux plus penser en termes d'un pays. Notre

mission est désormais globale et j'ai ainsi un projet de Jaipur Foot Centre à lancer au Sénégal.

> Vous avez travaillé dans le système Onusien. Comment cette expérience vous a-t-elle enrichi?

Mon parcours au sein de la Banque mondiale m'a donné une autre perspective. En 1983, Maurice a connu les ajustements structurels imposés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Le pays a connu beaucoup de contraintes. Il a fallu travailler dur pour sortir de l'ornière. À la Banque mondiale, ma contribution a été de changer l'approche par rapport aux pays africains. Les fonctionnaires de la BM ont beaucoup réfléchi sur ce qu'il fallait faire. Leur approche ne respectait pas la souveraineté des pays. Il fallait donc mettre l'accent sur les ressources humaines. La Banque mondiale ne devait plus imposer une politique aux pays, mais les laisser se développer à leur rythme. Il ne revient pas aux bailleurs de fonds de nous dicter notre avenir.

> Votre évaluation de la situation des droits humains à Maurice? Et dans le monde?

Dans le monde, il y a une détérioration de la situation des droits humains. Des violations sont nombreuses. Certains pays se sentent supérieurs à d'autres pays et pensent qu'ils peuvent tout faire, dicter leur volonté aux autres sans respecter leurs droits fondamentaux. Certes, Maurice a fait des progrès, mais il y a encore beaucoup à faire. Il faut un minimum de respect des droits humains. Prenez l'exemple de cette jeune fille aveugle, détentrice d'un LLB. De retour d'un séjour/programme de six semaines en Amérique, l'allocation transport que lui accordait le gouvernement a été interrompue, car on a estimé qu'elle pouvait se débrouiller sans aucune aide.

> Le mot de la fin...

Je lance un appel aux habitants de notre pays arc-en-ciel. Donnez la chance aux plus démunis. Que tous réfléchissent, méditent sur notre rôle en tant que patriotes, citoyens, afin d'atteindre l'unité nationale. L'unité ne se réalisera qu'en réduisant l'inégalité. « A nation's greatness is measured by how it treats its weakest members », disait Mahatma Gandhi.

Faisons connaissance avec... le Bureau du défenseur des enfants

« Un bilan plus qu'honorable »

Ismael Bawamia est le Senior Most Investigator au bureau de l'Ombudsperson des enfants depuis sa création 2004. Il dresse pour nous le bilan qu'il qualifie de « remarquable » de l'action du bureau depuis plus d'une décennie. « J'ai été détaché du ministère de l'Éducation, où j'ai fait carrière, pour seconder Mme Shirin Aumerruddy-Cziffra, dans sa lourde tâche. Il a fallu tout créer, tout inventer. À l'époque, il n'y avait que Mme Michèle Thomas (issue de la police) et moi-même comme enquêteur. Il a fallu implémenter les procédures, initier les premières enquêtes, mener des campagnes de sensibilisation. Le public confondait notre action avec celle de la CDU. On devait s'assurer du suivi de nos recommandations. Le contenu des rapports que le bureau a soumis est éloquent. L'une de nos plus belles réussites : l'introduction du Child Mentoring Scheme. Autrefois, les enfants issus de familles pauvres (incapables d'en assurer l'éducation) étaient placés dans des 'shelters'. Aujourd'hui, des 'mentors' aident ses familles vulnérables à assumer leurs responsabilités. Suite à nos enquêtes, nous avons obtenu la fermeture des centres de refuges où les enfants étaient victimes de divers abus. Aujourd'hui, le bureau agit comme un « watchdog », comme la conscience des droits de l'enfant à Maurice.

Le plus grand défi auquel nous sommes confrontés : la démission des parents. Avec la course au matérialisme, ils n'ont plus le temps de communiquer avec leurs enfants. Ils ne leur accordent plus d'attention. Les conflits sont alors résolus par la violence. Il y a aussi les parents qui gâtent trop leurs enfants, leur donnent tout ce qu'ils réclament : portable, tablette, etc. Il faut un équilibre entre droits et responsabilités. L'enfant doit aussi apprendre le sens du devoir. L'indiscipline forme de mauvais citoyens. Or, la

société a besoin de citoyens dévoués, responsables. C'est là le sens des causeries menées dans les Citizens Advice Bureau ; auprès des policiers, des Head Masters... »



Décoder les signes

Votre enfant peut être victime d'agression sexuelle, de bullying à l'école ou de toute autre forme de maltraitance. Voici quelques signes d'alerte que parents, proches, enseignants doivent savoir interpréter. Incapable d'exprimer son mal-être, il cherche par tous les moyens à attirer l'attention

- L'enfant se replie sur lui-même
- Il est tranquille, ne rit plus, ne joue plus
- Il est dépressif, pleure tout le temps à l'école ou la maison
- Il dort en classe, il fait pipi au lit
- il fait des cauchemars
- L'enfant devient violent, bagarreur
- L'enfant fugue
- L'enfant a des comportements sexualisés
- Il trace des dessins phalliques

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DISMOI (Droits humains Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et/ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DISMOI.